

RAJE - Portrait de territoire Loudéac communauté Bretagne Centre (LCBC)

Septembre 2024

Introduction	2
1. Contexte local	3
A. Contexte socio-démographique	3
B. Ressources existantes dans le territoire.....	4
2. Perceptions des situations et des pratiques des jeunes	7
A. Une distinction entre ceux qui partent et ceux qui restent	7
B. Des interrogations sur la présence des jeunes dans l'espace public	7
C. Des préoccupations sur la santé mentale et sur des comportements à risques des jeunes	8
D. Des difficultés de mobilité dans le territoire et une forte dépendance des jeunes à la voiture...9	
E. Une perception du territoire par les jeunes différente de celle définie administrativement, possiblement ignorée par les institutions locales	9
F. Des difficultés d'accès au logement et un manque de diversité d'emploi : des facteurs qui inciteraient les jeunes à quitter le territoire	9
G. Un sentiment d'attachement des jeunes au territoire : un désir d'installation pour certains, mais des tensions qui compliquent la décision de rester y vivre pour d'autres.....	10
H. Engagement des jeunes-adultes : héritage des foyers de jeunes, et interrogation sur l'ouverture à d'autres jeunes et sur le renouvellement.....	10
3. Des enjeux repérés en matière d'action publique locale	12
A. Affiner la compréhension des jeunesses pour adapter les accompagnements locaux.12	
B. Accompagner le départ des jeunes tout en facilitant leur retour	12
C. Renforcer les relations avec les lycéens et les jeunes-adultes	12
D. Favoriser l'émergence d'espaces et de lieux pour les jeunes lycéens et les jeunes adultes	13
E. Ré-inventer l'accompagnement à l'accès aux informations, aux dispositifs et aux droits.....	13
F. Soutenir les différentes formes d'engagements des jeunes	14
G. Valoriser le travail de jeunesse dans le territoire.....	14
H. Renforcer les coopérations pour une meilleure continuité des actions en directions des jeunes	15
4. Les pistes de travail et actions en en cours.....	16

Introduction

Loudéac Communauté Bretagne Centre s'est engagée pour les années 2024 et 2025 dans le projet RAJE (Recherche Action Jeunes et Engagement), dont l'objectif est d'accroître la participation des jeunes aux politiques publiques qui les concernent. Ce projet vise notamment à favoriser le dialogue entre jeunes, professionnel·les, et élu·es à travers la réalisation d'enquêtes, le partage d'enjeux communs, et la formalisation de recommandations locales pour améliorer l'action publique en matière de jeunesse. Piloté par la coopérative Coop'Eskemm, en collaboration avec les laboratoires de recherche ESO, Arènes et Experice, ce projet s'inscrit dans une dynamique régionale, impliquant également deux autres intercommunalités : Communauté Lesneven Côte des Légendes (CLCL) et Rennes Métropole.

Sur les trois territoires concernés, une première phase d'entretiens et d'observations s'est déroulée de mars à septembre 2024. Cette étape avait pour objectif d'identifier les enjeux locaux et de proposer des expérimentations adaptées à chaque territoire. À la LCBC, l'équipe de Coop'Eskemm a ainsi réalisé :

- 19 entretiens (individuels, en binômes, ou en groupes) avec des élus, des travailleurs de jeunesse, des acteurs associatifs et des jeunes.
- 2 observations lors d'une réunion du réseau professionnel de jeunesse de LCBC, une réunion du carrefour social.
- 2 ateliers collectifs avec des jeunes engagés dans des foyers de jeunes et des acteurs de jeunesse.

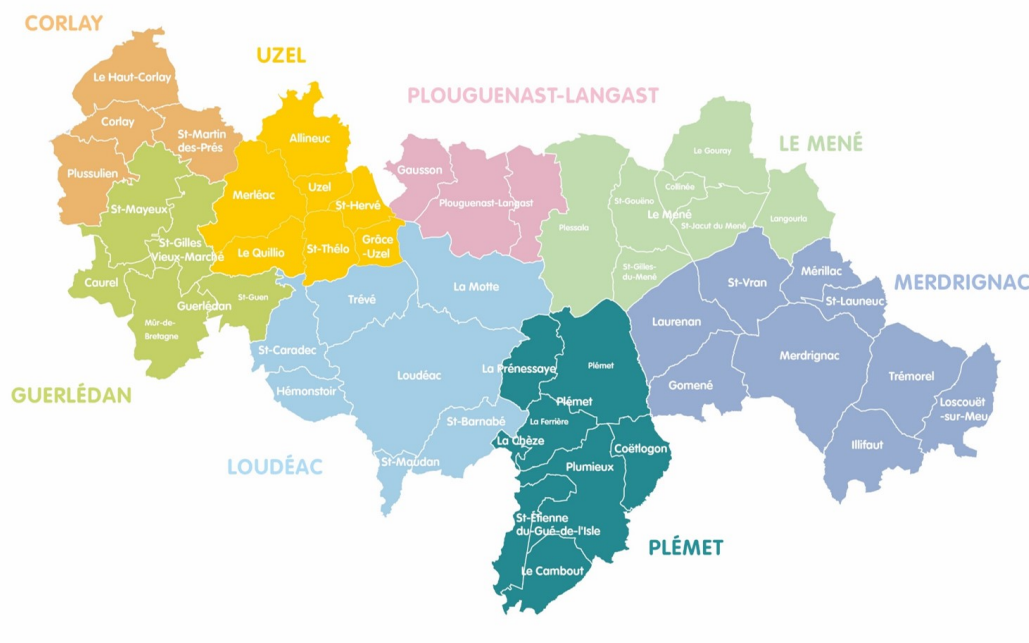
Cette note a pour objectif de servir d'outil aux réflexions et activités mises en place par les jeunes, les acteur·rices jeunesse et les élu·es au sein du territoire intercommunal. Elle est composée de quatre parties. Dans la première, nous présentons des éléments du contexte local qui nous semblent pertinents à rappeler, notamment en matière de démographie, d'équipements et de ressources dédiées à la jeunesse. La deuxième partie se concentre sur les perceptions des acteur·rices rencontré·es et interrogé·es concernant la situation et les pratiques des jeunes du territoire. La troisième aborde les enjeux relatifs à l'action publique de jeunesse que nous avons identifiés en croisant les informations. La quatrième partie délivre des informations sur les actions et expérimentations en cours dans le cadre de RAJE.

1. Contexte local

A. Contexte socio-démographique

Cette partie repose sur les données de l'INSEE dont les dernières qui sont détaillées datent de 2020 -2021.

o Un territoire rural géographiquement très étendu



La communauté de communes « Loudéac communauté Centre-Bretagne » est située dans le sud du département des Côtes-d'Armor (22), à la frontière du Morbihan (56) et de l'Ille-et-Vilaine (35). Elle couvre une superficie de 1 168,4 km² et regroupe 41 communes réparties sur 8 bassins de vie. Cet Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) est né en janvier 2017, suite à la fusion des trois intercommunalités historiques, dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales françaises. Les villes de Loudéac et Pontivy (56) sont les principales agglomérations du territoire.

Ce vaste territoire rural présente une grande diversité. Il est traversé d'est en ouest par la RN164 et du nord au sud par l'axe « Triskell¹ ». A l'ouest, le lac de Guerlédan constitue un pôle d'attraction, tandis qu'à l'est, de nombreuses usines agroalimentaires, implantées dans le territoire, représentent un secteur économique important.

Malgré sa taille, le territoire demeure faiblement desservi par les transports en commun. Près de neuf habitant-es sur dix utilisent quotidiennement leur voiture, une situation en partie due au fait que, jusqu'en 2018, le territoire était classé en zone blanche en termes de services de mobilité dits "structurés".²

o Une population relativement âgée et vieillissante

Au 1er janvier 2021, la collectivité comptait 51 540 habitant-es, un chiffre relativement stable depuis 2010. La densité de population est l'une des plus faibles de Bretagne, avec une moyenne de 44,1 hab./km² (contre 124,8 hab./km² en Bretagne). Cependant, cette densité est loin d'être homogène dans le territoire, avec des disparités entre communes. Loudéac est la seule commune à s'approcher du seuil symbolique des 10 000 habitants, avec 9 762 résident-es en 2021, représentant 19 % de la population du territoire.

¹ <https://www.ouest-france.fr/bretagne/morbihan/mobilites-en-morbihan-laxe-triskell-un-chantier-aussi-lent-quambitieux-7b4b99c2-df77-11ed-84ca-8427bd315c16>

² <https://www.cerema.fr/fr/actualites/zones-blanches-mobilite-quoi-s-agit-il>

intercommunal. La commune du Mené, qui suit avec 6 413 habitants (soit 12 % de la population), est une commune nouvelle regroupant sept communes déléguées, et constitue également un bassin de vie.

Le territoire présente une population relativement âgée et vieillissante : 27,7 % des habitants ont plus de 65 ans (contre 25,5 % pour la moyenne régionale en Bretagne). Les projections à l'horizon 2040 confirment cette tendance, avec une estimation de 38 % de la population âgée de plus de 60 ans d'ici vingt ans.

Les jeunes de 0 à 14 ans et de 15 à 29 ans représentent respectivement 17,2 % (8 853 individus) et 14,3 % (7 388 individus) de la population, des chiffres en légère baisse depuis 2010 (où ces catégories représentaient 17,9 % et 14,8 %). L'indice de jeunesse³ pour le Centre-Bretagne est de 0,71, inférieur à la moyenne nationale (0,88). Loudéac, pour sa part, affiche une proportion plus élevée de jeunes, avec 3 151 individus.

o Des situations de précarité chez une partie de la population

En 2021, le niveau de vie médian sur le territoire s'établit à 21 590 €, soit un montant inférieur à la moyenne bretonne de 23 240 €. Le taux de ménages vivant sous le seuil de pauvreté reste élevé, atteignant 14 % (contre 11,1 % à l'échelle régionale).

Bien que le pourcentage de personnes peu ou pas diplômées ait diminué depuis 2010, il demeure significativement plus élevé qu'en Bretagne, avec 24,1 % contre 16,6 % au niveau régional. Le territoire affiche également une proportion légèrement supérieure de diplômés des filières techniques (30,8 % contre 26,5 % en Bretagne), mais une proportion nettement inférieure de diplômés de l'enseignement supérieur (19,9 %, soit près d'un tiers de moins qu'en Bretagne).

La population locale est majoritairement ouvrière, avec 39,7 % des habitants appartenant à cette catégorie socioprofessionnelle, et 7,3 % des ménages sont constitués de familles monoparentales.

Malgré ces défis, le taux de chômage des jeunes est parmi les plus faibles en Bretagne, avec 16,9 % sur le territoire contre 20,2 % à l'échelle régionale

B. Ressources existantes dans le territoire

o Un portage de l'action publique en matière de jeunesse en coopération avec les communes

La CC Loudéac Communauté Bretagne Centre ne dispose pas de la compétence jeunesse pleine et entière, mais joue un rôle central dans la coordination des actions publiques à destination des jeunes à travers sa compétence de coordination enfance/jeunesse. Chaque commune conserve la possibilité de développer ses propres politiques jeunesse et peut, si nécessaire, faire appel à des associations ou des fédérations pour gérer, par exemple, des espaces jeune.

Cette mission de coordination se décline en plusieurs volets :

- La **coordination de la Structure Information Jeunesse (SIJ)** situé à Loudéac, qui emploie deux informatrice jeunesse. La SIJ assure également un rayonnement intercommunal et fait partie du réseau Info Jeunes Bretagne. Les informatrices accompagnent des jeunes de 12 à 25 ans sur diverses thématiques, telles que l'orientation, la formation, et la mise en œuvre de projets d'animation. Un des informatrices a une mission orientée vers les familles (accompagnement, conseils...).

³ L'indice de jeunesse mesure le rapport entre les jeunes de moins de 20 ans et les personnes de plus de 60 ans.

- Des **aides financières sont proposées** aux jeunes pour soutenir leur engagement, tant individuel que collectif, à travers des dispositifs tels que le Pass Engagement, la Bourse BAFA/BAFD, et la Bourse Jeunes en Action
- **Accompagnement de projet de jeunes**, via notamment L'animation du dispositif d'engagement citoyen : **le Conseil Communautaire des Jeunes (CCJ)**, encadré par l'une des animatrices de la Structure Information Jeunesse (SIJ).
- **L'animation du réseau jeunesse**. Cette mission implique la coordination du réseau des animateur·rices jeunesse, composé d'animateur·rices jeunesse et de l'informatrice jeunesse, à travers des réunions de réflexion et de coordination. Cette fonction s'étend également à la participation de la coordinatrice enfance/jeunesse et des informatrices jeunesse à des groupes de travail et des espaces de réflexion avec des acteur·rices locaux·ales et institutionnel·les, dans le but de renforcer les politiques et les actions jeunesse sur le territoire.

o Une animation jeunesse qui s'adresse principalement au 10/17 ans :

Le territoire dispose actuellement de plusieurs structures dédiées à l'animation jeunesse :

- 5 accueils jeunes sous forme d'espaces jeunesse :
 - Espace jeunes de Merdrignac, délégué à l'Association Familles rurales,
 - Local Jeunes de Plémet, géré par l'Association Familles rurales,
 - Maison des Jeunes de Trévé, géré par la commune
 - Maison des jeunes de Loudéac, géré par la commune
 - Maison des jeunes du Mené, géré par la commune.

Ces espaces accueillent les jeunes de manière informelle, majoritairement âgé·es de 10 à 17 ans. Des activités y sont régulièrement proposées, notamment durant les vacances scolaires, ainsi qu'un accompagnement de projets pour les plus grand·es. Par ailleurs, le services jeunesse de Guerlédan/Corlay propose de l'animation jeunesse sans lieu dédié.

o Des foyers de jeunes qui mobilisent les jeunes-adultes

Sur le territoire, on dénombre 31 'foyers' ou 'clubs' pour les jeunes, qu'ils soient actifs ou en sommeil, dont 7 se situent dans la commune nouvelle du Mené. Ces foyers, souvent des associations régies par la loi 1901, ont pour objectif principal de rassembler les jeunes d'une même commune dans un lieu physique, parfois vétuste.

Les foyers proposent un large éventail d'activités et d'événements tout au long de l'année, permettant de couvrir l'ensemble de la période annuelle. De nombreux jeunes, souvent à partir de 16 ans, s'investissent dans ces structures.

De nombreux foyers, en place depuis plusieurs années, bénéficient d'une transmission informelle qui contribue à leur pérennité. Les liens intergénérationnels et les amitiés constituent souvent des points d'entrée importants pour les jeunes dans ces foyers.

Enfin, les foyers de jeunes disposent de leurs propres canaux de communication. Les jeunes font preuve d'une grande autonomie, utilisant à la fois les réseaux sociaux et le bouche-à-oreille pour partager des informations. Cela génère une dynamique de 'pair-à-pair' significative dans divers aspects de la vie des jeunes au sein de ces foyers

o D'autres acteurs impliqués dans le territoire et en lien avec la jeunesse

Le territoire compte 10 collèges, 4 lycées dont la Maison Familiale Rurale (MFR). Ces établissements peuvent faciliter l'intervention des acteur·rices jeunesse auprès des élèves, offrant ainsi un accès privilégié aux jeunes.

Le territoire bénéficie également d'un tissu associatif dense. Les nombreuses associations, qu'elles soient culturelles, sportives ou sociales, jouent un rôle important dans la vie locale, participant activement au développement communautaire. A ce titre, le CAC Sud 22 (comité d'action culturelle Sud 22) accompagne le développement du réseau associatif dans le territoire.

Enfin, l'arrivée de nouveaux acteurs tels que le PAEJ (Point Accueil Écoute Jeunes) et l'association Sillage, qui déploie des solutions d'hébergement temporaire chez l'habitant (HTH), vient enrichir les ressources locales et diversifier l'offre à destination des jeunes

- o **De nombreux espaces naturels**

Il nous semble également important de souligner la présence de ressources naturelles, parfois discrètes, qui peuvent jouer un rôle important dans le développement local et sur le sentiment d'appartenance au territoire, en particulier chez les jeunes. Un exemple en est l'association de jeunes La Pause Syndicale, qui organise un festival de street art sur le site naturel de la Roche aux Cerfs, à Plessala. Le territoire bénéficie en effet d'environnements naturels adaptés à la création d'activités et d'événements, notamment à destination des jeunes. Ces espaces offrent un cadre privilégié pour une diversité d'initiatives, qu'elles soient événementielles, sportives ou éducatives. Parmi ces lieux, nous pouvons citer le lac de Guerlédan, le lac de Bosméléac, la Roche aux Cerfs à Plessala, le Val de Langourla ou encore Guette-es-Lièvre à Plouguenast.

2. Perceptions des situations et des pratiques des jeunes

Nous nous appuyons ici sur les discours et les représentations des acteur·rices interrogé·es au sujet des situations et aspirations des jeunes du territoire. Nous nous appuyons également sur deux ateliers : l'un mené en mai avec une dizaine de jeunes issus de foyers de jeunes, et l'autre avec des acteurs du territoire. Par ailleurs, des informations ont été collectées lors d'entretiens filmés avec des jeunes de Saint-Thélo, d'observations sur le terrain, ainsi que des comptes rendus de Julie Leduc, coordinatrice enfance-jeunesse à LCBC, issus de ses rencontres avec des élu·es concernant les questions éducatives et la jeunesse.

A. Une distinction entre ceux qui partent et ceux qui restent

Pour beaucoup d'acteur·rices rencontré·es, le territoire se distingue par une division entre les jeunes-adultes qui restent, notamment en suivant des formations courtes, et ceux qui partent vers d'autres horizons, souvent pour la poursuite d'étude supérieur ou pour saisir des opportunités professionnelles.

« En gros, il y a les gens qui vont à la fac, qui font des études sup, tout ça. Donc, eux, ils se barrent, ils se barrent et ils partent. Alors, il y en a beaucoup qui sont attachés au territoire et qui rentrent quand même régulièrement. D'autres qu'on ne revoit plus du tout. (...) Et de l'autre côté, les gens qui font des filières courtes, ils font des BTS, des BEP, ils restent habiter dans le mené et il n'est pas question d'en changer. »

Cette distinction entre les jeunes qui restent sur leur territoire d'origine et ceux qui partent engendrerait des divergences dans les choix de vie. Celles et ceux qui restent tendent, par exemple, à s'engager plus rapidement dans des projets tels que l'achat d'une maison :

“On le voit, on arrive à 30 ans, on a pris chacun deux autoroutes différentes. Il y a moi, mes copains, on est dans nos apparts à rennes. Globalement, notre principale question c'est "qu'est-ce qu'on va faire la semaine prochaine ?" et il y a tout ceux qui restent, voilà ils achètent des maisons et c'est une autre façon de vivre en fait.”

Par ailleurs, parmi les jeunes du territoire rencontré·es et resté·es vivre dans le territoire, âgé·es entre 20 à 25 ans, beaucoup ne se considèrent plus comme faisant partie de la "jeunesse". Ils expriment le besoin de laisser la place aux jeunes, notamment pour renouveler les associations. Pour elleux, dans une certaine mesure, leur "jeunesse" est révolue. Cette perception d'être "jeune" ou non est étroitement liée au statut que l'on occupe. Lorsqu'on franchit les “étapes clés” de la vie adulte, comme l'autonomie financière ou la stabilité professionnelle, on s'éloigne souvent du sentiment d'appartenance à la culture juvénile, et cela peut se produire relativement tôt selon les individus. Peut-être davantage dans les territoires ruraux ?

B. Des interrogations sur la présence des jeunes dans l'espace public

Les rencontres menées par Julie Leduc, coordinatrice enfance-jeunesse du territoire, avec des élu·es des communes de l'intercommunalité ont mis en lumière l'inquiétude à l'égard de jeunes occupant l'espace public. Ces jeunes semblent, aux yeux de la communauté adulte, et en particulier des élu·es, représenter une source de tension. Cependant, ces tensions n'ont pas été remontées par les professionnels·les et les jeunes eux-mêmes au cours des entretiens.

Ce constat d'inquiétude vis-à-vis de ces jeunes pose plusieurs questions : qui sont-ils ? Quelles sont leurs situations sociales, économiques ou familiales ? Quels liens entretiennent-ils avec leur territoire ? Ces questions invitent également à réfléchir à la place et au rôle des travailleurs·euses jeunesse, notamment en termes d'accompagnement et de médiation. Dans cette optique, il serait pertinent de prendre en compte les aspirations et besoins exprimés par les jeunes afin de mieux comprendre leurs attentes et de faciliter le dialogue avec la communauté locale. Ces réflexions pourraient ainsi renforcer le travail mené

sur les pratiques « d'aller vers » au sein du service jeunesse de la LCBC, incluant le recrutement récent d'une animatrice dédiée à cette mission.

C. Des préoccupations sur la santé mentale et sur des comportements à risques des jeunes

Plusieurs acteur·rices du territoire s'accordent sur une évolution préoccupante de la situation de la santé mentale des jeunes. Depuis la pandémie de Covid-19, les problèmes psychologiques, tels que l'anxiété et la dépression, se seraient amplifiés, affectant une part importante de cette population. Cette observation se justifierait notamment par l'augmentation du public accueilli pris en charge à la MDJA (Maison des Jeunes et des Adolescents).

« On peut voir qu'il y a quand même un vrai problème de santé mentale chez les jeunes du territoire, notamment après le covid. Il y a clairement un truc à creuser là-dedans. »

« Donc après aujourd'hui, on a fait le constat qu'on accueille quand même beaucoup de jeunes avec de multiples, enfin beaucoup de fragilités. Avec beaucoup de pathologies quand même. On va dire, avec un environnement social difficile quand même, de plus en plus je trouve. Et beaucoup de jeunes paumés avec beaucoup qui ont arrêté la scolarité. Il n'y en avait pas autant avant. »

Ces préoccupations rejoignent les conclusions de récentes enquêtes en sciences sociales sur la santé mentale des jeunes. Ces dernières mettent en évidence que la crise sanitaire de 2020 a fatalement accentué les difficultés rencontrées par les jeunes, notamment en matière de socialisation et de bien-être. Les mesures sanitaires menées dans les pays européens ont restreint les possibilités de se rencontrer et d'échanger allant à l'encontre des processus de sociabilité et d'autonomisation de la jeunesse. Les conséquences de la pandémie sont multiples et profondes sur les parcours de vie et de santé des jeunes⁴. En outre, selon une étude Ipsos (janvier 2021), en France, 32% des 18-24 ans ont un trouble de santé mentale⁵. Cette étude révèle que les jeunes déplorent «un manque de connaissance des maladies mentales (...) et avouent ne pas savoir grand-chose sur les structures disponibles en cas de problème de santé mentale, sur les facteurs de risques, la conduite à tenir en cas de problème rencontré par un proche...

De plus, ce constat sur la santé mentale des jeunes s'inscrit dans un contexte où les enjeux de santé publique, tels que la consommation d'alcool des jeunes, continuent d'interpeller et d'inquiéter les professionnel·les et les jeunes organisateur·ices du territoire :

« Mais je pense qu'il y a aussi en termes de santé, bah oui, une dynamique aussi de santé publique, fin des questions de santé publique en lien avec la consommation d'alcool, le fait de conduire alors que les jeunes ont bu, des choses comme ça... »

« L'ancienne présidente est venue me voir parce qu'il y a des problématiques d'alcool et de consommation de stupéfiants. Et ça l'inquiète dans le sens où aujourd'hui, c'est son constat, mais ce n'est pas la seule, ils prennent leur voiture même s'ils ont bu et consommé. »

⁴ Amsellem-Mainguy (Yaëlle), Lardeux (Laurent), dir. – Jeunesses. D'une crise à l'autre . – Paris, Presses de Sciences Po/INJEP, 2022 (Académique). 192 p.

⁵ <https://www.ipsos.com/fr-fr/la-sante-mentale-des-18-24-ans-plus-que-preoccupante>

D. Des difficultés de mobilité dans le territoire et une forte dépendance des jeunes à la voiture

Certain-es acteur-ices soulignent que la question de la mobilité des jeunes dans le territoire de Loudéac représente un enjeu central, influençant significativement la participation à la vie locale, notamment les jeunes des plus petites communes.

"On sait bien que la mobilité peut freiner leur engagement et leurs activités",

« Mobiliser les jeunes dans la campagne de Loudéac reste difficile, la mobilité étant toujours un problème. »

« Lors de rencontres avec les lycées dans le cadre de la CJS, il y a eu un gros problème de mobilité ; beaucoup ont abandonné en raison du manque de solutions de transport. »

Ainsi, la capacité des jeunes à se déplacer conditionne leur accès aux opportunités professionnelles et aux ressources sportives, éducatives et culturelles, impactant potentiellement leur engagement au sein du territoire.

Dans le territoire de Loudéac Communauté, à l'instar de nombreux territoires ruraux, les jeunes se déplaceraient principalement en voiture. Toutefois, cette dépendance à l'automobile soulève des questions d'accessibilité, notamment pour celles et ceux qui ne possèdent pas de véhicule. De plus, en l'absence d'une offre de transports publics suffisante, l'auto-stop devient une solution courante pour pallier ce manque.

E. Une perception du territoire par les jeunes différente de celle définie administrativement, possiblement ignorée par les institutions locales

Une autre dimension importante, révélée lors de l'atelier de réflexion du 24 juin, est la distinction entre le territoire administratif et le territoire vécu par les jeunes.

Pour ces derniers, leur quotidien s'organise souvent au-delà des frontières administratives locales. Leur mobilité est liée à la nécessité de connecter plusieurs lieux de vie (domicile, lieu d'études, espace de loisirs, de "consommation" etc.), ce qui n'est pas toujours pris en compte dans le territoire administratif.

Pour un jeune participant à l'atelier, certaines communes du territoire sont très éloignées et il n'y va jamais, illustrant un possible décalage entre les frontières administratives et les réalités de mobilité des jeunes.

F. Des difficultés d'accès au logement et un manque de diversité d'emploi : des facteurs qui inciteraient les jeunes à quitter le territoire

Pour les personnes interrogées lors des ateliers, l'accès au logement locatif constitue un obstacle majeur pour les jeunes désireux de s'installer dans le territoire. La demande dépasse largement l'offre disponible. Dans ce contexte, se mettre en couple est parfois perçu comme une solution pour accéder plus facilement à un logement.

« Limite si tu veux bien-vivre sur le territoire en ayant une location, il faut être deux, il faut être en couple. Sincèrement, être tout seul et loué, là, c'est une galère. Dans le coin il y a rien, il n'y a rien, de chez rien du tout. T'as t'as un appart qui se met à louer, les mecs, ils ont deux cents contacts. C'est vrai que c'est très, très, très compliqué... »

En ce qui concerne l'emploi, les jeunes et les professionnel·les constatent également que les opportunités sont limitées dans certains secteurs. Cette situation pousse parfois les jeunes à chercher des postes correspondant à leurs aspirations dans d'autres villes ou régions.

“Au final, oui, les annonces de travail ne croulent pas non plus sur le territoire. Faut bouger. Moi, c'est vrai que quand j'ai cherché, c'était saint Briec direct.”

G. Un sentiment d'attachement des jeunes au territoire : un désir d'installation pour certains, mais des tensions qui compliquent la décision de rester y vivre pour d'autres

Malgré les difficultés évoquées précédemment et le fait que de nombreux professionnel·les constatent qu'un grand nombre de jeunes du territoire socialisent et fréquentent davantage les grandes villes (Rennes, Pontivy, Brest, etc.), beaucoup de jeunes rencontré·es lors des entretiens et ateliers expriment un profond attachement à leur territoire. C'est le cas de R., qui cultive un lien fort avec son lieu de vie :

« j'ai appris à vraiment aimer mon territoire aussi. Parce que quand je suis parti à 18 ans, moi, j'en avait marre d'ici et au final, le fait d'être parti et d'être d'être revenu dans le coin on a quand même une richesse de malade, rien qu'en site, en site naturel, les paysages sont magnifiques. Mon coin, je le kiffe trop vraiment ! »

Nous avons également été surpris de constater que de nombreux·ses jeunes, étudiant·es ou travailleur·euses en dehors du territoire, y reviennent chaque week-end. Iels expriment que leur vie sociale continue à se construire principalement ici, car iels se sentent mieux dans ce cadre "différent".

Cependant, cet attachement au territoire n'est pas nécessairement lié au désir d'y vivre. Certains jeunes se trouvent dans un paradoxe entre leur amour pour leur territoire et leur choix de ne pas y résider pour l'instant, éprouvant ainsi une tension dans leur attachement. Comme le souligne un jeune

“C'est moi, c'est le ressenti que j'ai mais tous ceux qui sont nés à Saint-Gouéno, ou à-côté, on adore notre territoire mais c'est vrai que moi, à 28/29 ans, j'ai pas envie de rentrer tout de suite. En fait, je sais, je me vois pas aller habiter ailleurs. J'ai pas forcément d'envie ou quoi que ce soit. Pour l'instant je suis à Rennes, je suis bien, il y a mes copains et tout ça.”

H. Engagement des jeunes-adultes : héritage des foyers de jeunes, et interrogation sur l'ouverture à d'autres jeunes et sur le renouvellement

Plusieurs personnes interrogées soulignent l'investissement important de groupes de jeunes dans la dynamique locale et notamment dans les foyers de jeunes, avec des formes récurrentes telles que l'organisation de festivals et d'autres types d'événements populaires. Dans certaines communes ces associations jouent un rôle d'animation central venant, à certains égards, combler le manque de services jeunesse.

“Au niveau des foyers de jeunes, ou c'est des petits festivals ou des soirées de villages qui sont organisées, on a la soirée de caisse savon par exemple... En tout cas des dynamiques toujours importantes sur le territoire de Loudéac communauté. Comparer peut-être à d'autres territoires où il y a moins ce terreau d'associations jeunes. »

“Après, sur notre territoire, on a quand même la chance d'avoir des assos de jeunes qu'il n'y a pas sur d'autres territoires. C'est vrai que c'est quand même dans nos communes rurales, il n'y a pas de service jeunesse et du coup je trouve que les jeunes sont quand même saisis de ça, de leur foyer. »

Ainsi, pour une présidente d'association de jeunes, ces foyers et associations gérés par les jeunes servent de lieux de socialisation où se rencontrent des individus issus de divers milieux sociaux. A ce propos elle nous explique que l'hétérogénéité des profils sociaux dans l'association a des effets sur les débats et échanges.

« En organisant le festival, nous avons des débats intéressants, car nous avons des points de vue différents. »

Pourtant, nous avons noté que certains jeunes normalisent, voire banalisent leur engagement, le percevant comme naturel ou évident. Ils semblent ne pas systématiquement conscientiser la valeur de ce qu'ils réalisent. Pourtant, cet engagement n'est pas présent dans tous les territoires. Est-ce une spécificité locale ? Existe-t-il une culture de l'engagement propre à ce territoire qui influencerait le comportement des jeunes ? Est-ce un facteur du sentiment d'appartenance au territoire ?

De plus, certain-es acteur-rices s'interrogent sur la composition de ces associations. Iels déplorent notamment que certain-es jeunes éprouvent des difficultés à s'y intégrer en raison de groupes d'ami-es déjà établis et des organisations déjà en place. Lors d'un atelier mené à Saint Thélo, une des jeunes rencontrée reconnaît qu'une organisation efficace est mise en place entre les membres de son association mais que celle-ci n'est pas forcément facile à appréhender pour des jeunes qui arriveraient de l'extérieur.

Par ailleurs, iels soulignent que l'engagement de certains jeunes est souvent influencé par un héritage familial, surtout lorsque les parents étaient déjà actifs dans la vie du village.

D'autres acteur-rices déplorent la difficulté pour certain-es jeunes, notamment les plus jeunes, à assumer des responsabilités et à s'engager pleinement, ainsi qu'un sentiment général de baisse de motivation au sein des associations de jeunes du territoire.

« Moi, je trouve que les jeunes d'aujourd'hui c'est compliqué. Dans le sens où ils sont toujours dans l'immédiat. Il faut que les choses qu'ils demandent, ce soit tout de suite ! S'ils montent des projets, il faut que presque que ça soit réalisés avant qu'ils y aient réfléchi. Et je trouve que c'est quand même vachement compliqué de les mobiliser et ça, je trouve qu'on n'a pas les billes, nous éducateurs, nous, animateurs ou directeur des espaces. »

« Mais aussi c'est des retours des générations aujourd'hui qui nous disent bah en fait, là, les jeunes de seize 17 ans, ils sont au foyer, mais ils ne font rien, ils viennent juste profiter de la sortie. Mais quand il y a des soirées, ils ne sont pas là pour le ménage, ils ne sont pas là pour ranger, ils ne sont pas là pour... »

« Après où là on ressent, il y a quand même une baisse de motivation dans les assos de jeunes »

Les jeunes membres des associations ont exprimé-es à plusieurs reprises une perception négative de la génération suivante, qu'ils considèrent comme plus « consommatrice » que la leur.

Une autre personne rencontrée dresse l'hypothèse que des croyances limitantes et une forme d'auto-censure freinent certaines initiatives chez les jeunes, reflétant une tendance générale dans la population

3. Des enjeux repérés en matière d'action publique locale

A. Affiner la compréhension des jeunes pour adapter les accompagnements locaux

Lors de nos échanges en ateliers, plusieurs acteur·rice·s ont pointé une définition floue de la jeunesse et souligné la nécessité de clarifier ce que l'on entend par "jeunesse", car il existe des étapes très distinctes dans ce parcours. Les intervenant·e·s rencontré·e·s semblent partager cet avis. En effet, il est difficile de définir un âge précis pour délimiter la jeunesse, notamment pour savoir jusqu'où elle s'étend. À ce titre, les attentes exprimées envers RAJE incluent une demande pour une meilleure compréhension des besoins et attentes du public. Il nous semble important de se demander comment ces données peuvent améliorer la situation. De plus, il convient de se poser la question de savoir comment les jeunes peuvent être associé·es et impliqué·e·s dans le fait d'enrichir la connaissance de leurs propres situations sur le territoire.

B. Accompagner le départ des jeunes tout en facilitant leur retour

Plusieurs personnes rencontrées, notamment les travailleur·se·s jeunesse, soulignent l'importance de favoriser le retour des jeunes dans le territoire, en particulier pour ceux qui partent étudier dans les villes et ne reviennent pas. Il s'agit donc d'offrir des possibilités et des ressources pour les inciter à revenir. Cependant, une proportion significative de jeunes adultes ne revient toujours pas.

« L'objectif est de créer un attachement au territoire en encourageant les jeunes à découvrir d'autres horizons, tout en espérant qu'ils reviennent. »

Cet objectif s'articule avec celui de permettre aux jeunes de partir, en leur offrant des accompagnements adaptés : conseils, informations, orientations, partenariats avec des structures extérieures. Il nous semblerait intéressant de travailler sur l'équilibre entre ces deux objectifs. Dans ce sens, il nous semblerait intéressant d'impliquer directement les jeunes dans ces réflexions, en leur permettant de s'exprimer sur le sujet, et d'identifier avec eux les leviers qui pourraient les encourager à revenir (ou rester) dans le territoire.

C. Renforcer les relations avec les lycéens et les jeunes-adultes

Pour des professionnel·le·s travaillant avec des jeunes, notamment dans les espaces jeunes, les liens avec les jeunes se distendent à partir de l'âge du lycée. Bien que cela soit différent en fonction des intervenant·e·s, dont certain·e·s travaillent en coopération avec les lycées, ils et elles constatent que les enjeux et les besoins évoluent considérablement en fonction des âges. Dans ce cadre, une forme d'invisibilisation, voire de méconnaissance, entourerait la jeunesse de plus de 15 ou 16 ans dans le territoire. En effet, passé cet âge, il devient difficile de savoir ce qu'ils font, comment ils s'engagent, notamment entre 18 et 20 ans, âge où ils ne sont plus en lien direct avec les services dédiés aux jeunes dans les communes. Pour les professionnels·le·s rencontré·e·s, leurs difficultés et leurs réalités semblent insuffisamment prises en compte. Beaucoup d'hypothèses circulent sur leur situation, mais peu d'exemples concrets sont donnés sur leurs activités et leurs conditions de vie dans le territoire.

« Une fois qu'ils sont arrivés au lycée, ils font leur petite vie, ils sont entre eux. C'est les réseaux, c'est les fêtes, même si je trouve qu'il y a un retour au lien social, je trouve qu'ils essayent vraiment de faire des choses en commun, de se rencontrer et je trouve que c'est intéressant. Mais ouais, je trouve que c'est un peu une population oubliée »

Toutefois, bien que des liens soient parfois maintenus avec les jeunes plus âgé·e·s, pour des professionnel·le·s de l'animation jeunesse du territoire notamment, ces relations reposent davantage sur des liens interpersonnels que sur des projets spécifiques proposés à cette tranche d'âge, que ce soit pendant ou après le lycée.

« Et avec là, on a vraiment des petits, puisqu'on a des sixième, cinquième, quelques quatrièmes mais pas de grands. Après on a toujours nos grands qui passent nous voir, qui passent me voir, puisque, mais c'est quand je dis nos grands, c'est terminal maintenant, terminal, quand même »

D. Favoriser l'émergence d'espaces et de lieux pour les jeunes lycéens et les jeunes adultes

Des professionnel-le-s soulignent le besoin d'espaces et de lieux où les jeunes à partir du lycée puissent se rencontrer, se regrouper sans objectif particulier, ou encore s'organiser de manière autonome.

« Tant sur la mobilité, sur la santé, sur un lieu de partage, un lieu de rencontre... Nous, on a un petit foyer, et c'est vrai que quand t'as fait ton collège, t'as passé quatre, cinq ans là, et tu te dis : maintenant, je suis en seconde et j'ai plus envie de me retrouver avec des sixièmes. Il y a ça aussi sur notre territoire. Perso, je comprends que ceux qui arrivent en seconde, ils n'ont pas envie de revenir ici parce qu'ils ont passé une étape, parce qu'ils ont grandi. »

Dans ce cadre, des réflexions sont en cours, notamment à Loudéac concernant l'utilisation de l'ancienne gare, ainsi que dans d'autres communes comme Corlay, où l'occupation d'un ancien collège est envisagée.

Par ailleurs, une jeune organisatrice exprime ce besoin de lieux, mais sous un angle différent, davantage orienté vers des espaces de rencontre entre habitants :

« C'est peut-être dans la suite de l'entretien qu'on pourra y revenir, mais je pense qu'il y a un potentiel. Les gens ont besoin de se retrouver, il y a un potentiel énorme pour créer un lieu. Je me dis : on voit plein de choses quand on est en ville, des anciens corps de ferme qui sont repris... Et dans le Mené, les gens attendent que ça. Il y a une envie d'un truc un peu associatif, un lieu un peu, comment dire, un peu hybride. Ça pourrait être sympa. Je pense qu'on en a tous envie, mais personne n'a trop envie de se lancer dans le truc. »

Il serait intéressant de réfléchir à plusieurs aspects sur ces questions : la place des jeunes dans ces réflexions, comment mobiliser à la fois les jeunes et les habitant.es, comment les impliquer dès le départ dans la définition de ces enjeux, et comment rendre ces lieux véritablement utiles. Par exemple, leur utilité pourrait s'articuler autour de la notion de « prendre soin », avec des public plus « vulnérables », notamment au regard des constats sur la santé mentale des jeunes...

E. Ré-inventer l'accompagnement à l'accès aux informations, aux dispositifs et aux droits

Des professionnel-le-s constatent qu'il est difficile pour les jeunes d'obtenir toutes les informations nécessaires sur leurs droits et les ressources disponibles dans le territoire. Même pour les jeunes qui sont relativement autonomes, naviguer dans les différents dispositifs reste complexe, malgré les accompagnements en place. Il serait donc nécessaire de repenser l'accompagnement en développant des outils et des méthodes pour faciliter l'accès à l'information et améliorer l'efficacité des dispositifs d'aide.

« Le jeune, il est hyper autonome, on voit qu'il a envie de trouver les infos, mais même en venant vers moi une première fois, il n'a pas réussi à aller au bout du truc. Ça reflète bien quand même que même des jeunes qui ont envie, ils n'y arrivent pas, alors je n' imagine même pas, comment c'est pour les jeunes qui ne savent pas trop, qui n'ont pas trop confiance en eux et qui pensent qu'ils ne peuvent pas avoir accès à ce genre de dispositif. »

À cet égard, les professionnel-le-s interrogé-es estiment que les méthodes de mobilisation actuelles, notamment sur les réseaux sociaux, sont dépassées. Les jeunes ne saisissent pas les informations diffusées par les « adultes », ce qui souligne l'enjeu de repenser la communication et la mobilisation, malgré les contraintes réglementaires.

« Je veux dire, des fois, on propose des soirées d'information sur certains, certaines thématiques, il y a personne à venir. Voilà déjà on voit bien que, déjà, en termes de communication, c'est un vrai sujet, un vrai problème, un vrai sujet. Comment on communique auprès des jeunes ? Concrètement, comment on communique sans juste passer l'info mais pour qu'ils aient conscience que ça, ça pourrait les intéresser et que ça a un intérêt pour eux ? »

« Pour une collectivité comme ça, c'est difficile de mettre en place un environnement où on peut utiliser des réseaux sociaux jeunes tout en ayant un socle sécurisé autour, qui nous permette de faire des publications et des trucs comme ça. C'est hyper galère et c'est difficile à promouvoir aussi. Donc je passe sur TikTok... »

F. Soutenir les différentes formes d'engagements des jeunes

Des professionnel·le·s du territoire expliquent que l'une des particularités de ce dernier est que certains jeunes s'engagent activement dans des foyers organisant différents types d'activités. Un des enjeux est de renforcer le soutien à ces foyers. Toutefois, certains professionnel·le·s n'ont pas de lien direct avec les jeunes qui y sont impliqué·es, souvent plus âgé·es que leur public habituel, ou ne les accompagnent que dans certaines démarches spécifiques ou pour la mise à disposition de ressources. Ces professionnel·le·s observent cependant un manque de reconnaissance et de visibilité quant aux actions et projets de ces jeunes. De plus, ils identifient des problématiques, notamment en termes de renouvellement des membres et de santé publique, qui préoccupent ces jeunes. Ces constats rejoignent les discours de certains jeunes sur leurs engagements, en particulier les défis liés au renouvellement, qui sont une source de questionnement au sein des foyers de jeunes.

Par ailleurs, certains professionnel·le·s soulignent la nécessité de rester vigilant·es quant à l'ouverture de ces démarches à d'autres jeunes, plus isolé·es. Ils mettent également en avant l'importance de valoriser d'autres formes d'engagement, moins visibles et moins reconnues.

Il y a donc un intérêt à réfléchir aux rôles des professionnel·le·s de la jeunesse au sein de ces foyers, tout en explorant des moyens de reconnaître et de valoriser d'autres formes d'engagement, et de créer des passerelles entre ces différentes formes d'engagement.

G. Valoriser le travail de jeunesse dans le territoire

Certains professionnel·le·s de la jeunesse rencontré·es déplorent un manque de considération, se traduisant par un déficit en ressources humaines et une mauvaise compréhension de leur rôle au sein du territoire.

« Après, je trouve que sur le territoire, moi, j'ai l'impression que la jeunesse, c'est un peu un point noir du territoire, un peu oublié. Je vois nous, notre politique ici, on était avant deux animateurs en temps plein. J'étais longtemps toute seule, j'étais au moins depuis juillet l'année dernière jusqu'en janvier. J'étais toute seule donc c'était un 0,5, un mi-temps. Là, on est repassé à un et demi, mais dans tous les cas, le temps complet... Il manque toujours du temps pour aller vers les gens, pour aller vers les ados. »

Cela peut sans doute être lié aux difficultés de recrutement auxquelles certaines communes font face pour l'embauche d'animateurs. Il y aurait alors un intérêt à formaliser, conscientiser et partager les actions menées au quotidien, afin de mieux comprendre les réalités, identifier les besoins, et envisager des améliorations possibles.

H. Renforcer les coopérations pour une meilleure continuité des actions en directions des jeunes

Pour plusieurs de personnes rencontrées, le réseau d'acteur·ices travaillant autour de la jeunesse fonctionne globalement bien, avec une bonne coopération entre les personnes. Cependant, certain·es, y compris des élu·es, regrettent des difficultés à établir des liens et à assurer une continuité "éducative" entre l'éducation formelle (écoles, collèges, lycées, etc.) et l'éducation non formelle (ALSH, espaces jeunes), et à travailler autour d'enjeux communs qui soulève des enjeux concernant les objectifs à destination des jeunes

4. Les pistes de travail et actions en cours

Depuis la phase d'immersion, nous avons commencé à travailler certains enjeux en prenant trois directions.

Avec les jeunes : La vidéo documentaire comme support au dialogue.

Un travail de documentation sur l'engagement des jeunes a été lancé, notamment autour des foyers de jeunes. Cette démarche inclut la création de vidéos pour explorer l'engagement des jeunes dans leur territoire, avec l'idée d'utiliser la vidéo documentaire comme support de dialogue. Ce projet est né des échanges de mai avec des jeunes impliqués dans des foyers. La première étape, prévue de septembre à décembre, consiste à capter des moments de vie des jeunes dans leurs environnements. Cette approche permettra d'alimenter les discussions avec les jeunes et de laisser des traces de la démarche.

Avec les acteurs jeunesse : Lancement d'un « groupe recherche »

Deux rencontres ont déjà eu lieu entre les acteur·ices du territoire. La première a permis d'explorer les enjeux de jeunesse à partir de cartes et d'extraits d'entretiens. La seconde a été rythmée par le partage du portrait du territoire et la validation d'enjeux communs. Une prochaine rencontre est prévue en octobre/novembre pour affiner ces priorités et valider des actions. Les échanges ont fait émerger un intérêt pour des actions concrètes, en particulier la création d'espaces dédiés aux lycéens et aux jeunes adultes. Cette question, qui a particulièrement retenu l'attention lors de la dernière réunion, pourrait être approfondie en coopération avec les jeunes et les acteur·ices concernés.

Avec les élus : Cycle de formation et de sensibilisation aux questions de jeunesse

Lors de la dernière rencontre du groupe de recherche, les acteur·ices ont exprimé des attentes quant à la formalisation d'engagements politiques autour de la jeunesse. Le rôle des élu·es est ici essentiel. Ainsi, lors de la dernière commission enfance-jeunesse de la LCBC, nous avons proposé la mise en place de sessions spécifiques de formation et de sensibilisation à destination des élu·es. Ces sessions se baseront à la fois sur les réalités du territoire et sur les avancées du projet RAJE.